



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Décision d'examen au cas par cas n° 2024-8239
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

Le préfet de la zone de défense et de sécurité Nord,
préfet de la région Hauts-de-France,
préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 février 2024 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à Monsieur Julien Labit, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° 2024-8239, déposé complet le 4 septembre 2024 par la SCEA de Marizy-Sainte-Geneviève, relatif au projet de réalisation de trois forages au maximum pour l'irrigation, sur la commune de Marizy-Sainte-Geneviève, dans le département de l'Aisne ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 30 septembre 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. le projet, qui consiste à créer au maximum trois forages pour l'irrigation, relève de la rubrique 27 a) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen

au cas par cas tout forage pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 mètres ;

2. au maximum trois forages (F1, F2 et F3) de reconnaissance seront créés. Ces forages seront compris entre 38 et 76 mètres de profondeur ou entre 99 et 137 mètres de profondeur. Le forage F1 sera créé en priorité. En cas d'échec, les autres forages seront créés. En fonction du débit exploitable, un seul ou plusieurs forages seront exploités. Les forages inexploités seront comblés ;
3. selon sa profondeur, le forage permettra de prélever soit dans la nappe de la craie du Lutétien (entre 38 et 76 mètres de profondeur) soit dans la nappe des Sables de Cuise (entre 99 et 137 mètres). Un volume annuel maximal de 133 000 m³ à un débit horaire maximum de 90 m³, pour la culture de 30 hectares de pommes de terre, 20 hectares de maïs et 30 hectares de betteraves, sera prélevé en cumulé sur l'ensemble des ouvrages mis en exploitation ;
4. le projet, s'il prélève dans la nappe des sables de Cuise, occasionnera un prélèvement supplémentaire sur cette nappe qui constitue une ressource en eau déjà fortement sollicitée par la présence de nombreux autres points de captage ;
5. la nappe des sables de Cuise faisant déjà l'objet de nombreux prélèvements, toute création de nouveau forage dans le secteur portant sur la même ressource nécessite d'étudier les incidences. Il convient d'étudier les caractéristiques de cette nappe notamment son comportement hydraulique et ses capacités de recharge ;
6. la nappe des sables de Cuise rencontre actuellement des problèmes de rechargements entraînant une tension pour alimenter les forages pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine. Il est nécessaire d'évaluer l'incidence de l'ensemble des prélèvements projetés sur cette nappe, en lien avec sa capacité de rechargement ;
7. le contexte du changement climatique, selon les prévisions du projet Explore 2070, pourrait entraîner une diminution de la recharge des nappes de l'ordre de 10 à 20 % à l'horizon d'une cinquantaine d'années dans le secteur du bassin versant de la Marne. Il est nécessaire d'étudier les capacités de recharge et la soutenabilité de l'exploitation de l'aquifère sollicité dans cette perspective ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine qui nécessitent une étude d'impact ;

Décide

Article 1^{er} :

Le projet de la SCEA de Marizy-Sainte-Geneviève sur la commune de Marizy-Sainte-Geneviève, dans le département de l'Aisne, est soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 15 octobre 2024

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur régional de l'environnement
de l'aménagement et du logement,
Le directeur régional adjoint,

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, lequel doit être précédé, à peine d'irrecevabilité, d'un recours administratif préalable.

Le recours administratif préalable obligatoire, doit être adressé dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision à :

DREAL Hauts-de-France
service IDDEE – pôle autorité environnementale
44, rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille Cedex

avec copie à
Préfecture de la région Hauts-de-France
12 rue Jean-Sans-Peur – 59 800 LILLE

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet du recours administratif préalable obligatoire.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site <https://www.telerecours.fr/> dans un délai de deux mois à compter soit de la notification de la décision de rejet du recours administratif préalable soit de l'intervention de la décision tacite de rejet.